



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

18/09/2021

Rapport au Comité National du 18 septembre 2021

Cher(e) Camarade

Chaque jour Macron et son gouvernement montrent qu'ils sont déterminés à mener les attaques antisociales jusqu'au bout, main dans la main avec le patronat sur toutes les questions. Ils poursuivent leur objectif : soumettre toute la société au service des multinationales et du capital. Ils agissent comme un rouleau compresseur sur toute la société.

Macron a averti fin août en conseil des ministres « *Il y aura probablement encore des décisions difficiles* ». Si la réforme des retraites toujours d'actualité est repoussée, ses proches précisent : *"le chef de l'Etat voudrait supprimer les régimes spéciaux de retraite"...* " *Il n'y a rien d'enterré*".... « *Avant Noël, nous ferons des choix rudes sur l'indépendance économique du pays, et des choix rudes pour ne pas laisser filer la dette* » annonce Macron. Le gouvernement avec le capital veut nous présenter la note des milliards qu'il a distribué aux multinationales.

Le premier ministre Castex est chargé de mettre en musique cette politique. Vous le voyez dit-il : « *l'agenda des premières semaines et des prochains mois sera finalement aussi intense que si nous étions au début d'un quinquennat* »... « *Transformer notre économie, c'est d'abord simplifier la vie de celles et ceux qui entreprennent* ».

Les plans sociaux s'accumulent depuis plus d'un an.

Renault vient d'annoncer 2000 suppressions de postes qui s'ajoutent au 4600, SNCF 2000 à 3000, Nokia va supprimer 831 postes dans l'Essonne et 400 dans les Côtes-d'Armor. La multinationale Danone réalisant des bénéfices, va tailler dans ses effectifs 400 et 500 emplois vont disparaître. Michelin va supprimer 2 300 postes dans ses 15 sites français, soit 11% de l'effectif du groupe, pour la compagnie Hop!, un peu plus de 1 000 postes vont disparaître et 750 chez Sanofi, Airbus a supprimé 15 000 postes sur le premier semestre 2021, et vient d'annoncer un chiffre d'affaires en hausse de 30 % et un bénéfice net de 2,2 milliards ! Les Fonderies et les usines de grands groupes ferment, les pénuries de composants mettent des usines à l'arrêt et amputent les salaires de milliers de salariés. Marks et Spencers annonce la fermeture de 11 magasins sur 20 en France.

En 2020, en France quelque 800 000 emplois ont été détruits. Pour 2021, la Banque de France prévoit la destruction de 350 000 emplois. 6 millions de personnes au chômage et on nous dit : « *pas assez de salariés disponibles et qualifiés pour prendre ces emplois* ». Une manipulation pour faire passer un « *nouveau plan d'actions* » sur les compétences sera présenté, **le diplôme n'est plus un critère.**

“*Un jeune, une solution*” à la demande des patrons Castex vient d'annoncer le prolongement pour six mois supplémentaires de la prime de 5 à 8 000 euros versée à ceux qui recrutent un apprenti avec en plus l'exonération des cotisations sociales, une main-d'œuvre quasi-gratuite et pour les jeunes travailleurs, un salaire dérisoire sans garantie d'embauche à la fin de leur apprentissage. Il met en vigueur complète la réforme de l'assurance chômage, jusqu'ici suspendue, et « *la sortie progressive des dispositifs d'activité partielle* ».

Emmanuel Macron promet pour l'automne des « *solutions inédites* », avec le revenu d'engagement pour les jeunes, le premier ministre précise qu'il s'agit d'un *accompagnement exigeant sur la base d'un contrat donnant-donnant et pour une durée limitée dans le temps, un vrai contrat d'engagement. Je le dis de la façon la plus claire : il ne s'agira pas d'un RSA jeunes.*

Il a par ailleurs, promis aux élus régionaux une revalorisation de l'enveloppe dévolue par l'Etat à la formation professionnelle... sans toutefois préciser dans quelle proportion, formation professionnelle qui est maintenant sous la houlette du patronat.

L'adaptation des salariés aux mutations de l'emploi !

Tout un programme pour mettre la jeunesse, les chômeurs de longue durée et les seniors, malléables et corvéables pour la rentabilité et le profit. Ainsi l'industrie automobile dans le futur plan d'investissement du gouvernement, le Premier ministre promet à l'association des Régions de France un "*programme pluriannuel de reconversion de la filière*", en cours d'élaboration à Bercy.

Le Maire a réaffirmé la volonté du gouvernement d'aller plus loin dans les privatisations d'entreprises en augmentant le nombre de cessions de participation de l'Etat.

Les privatisations se poursuivent. La Région Provence Alpes Côte d'azur a désigné le groupe privé « Transdev » pour exploiter la ligne Marseille-Toulon-Nice en place de la SNCF,

En accord avec le patron du Medef le ministre de l'économie a convenu qu'il fallait aller plus loin dans l'allègement des impôts de production en baissant ces derniers de 10 milliards d'euros par an. Le projet de loi de financement pour la Sécurité sociale sera présenté en Conseil des ministres le 6 octobre, Macron veut aller encore bien plus loin pour répondre aux exigences du capital qui ne veut plus rien payer. Les cotisations sociales des entreprises sont totalement supprimées. La santé est un marché annuel de 500 milliards d'euros qui peut rapporter des profits fabuleux. Il faut se battre pour un monopole public de la santé réunissant l'ensemble des secteurs concernés pour répondre aux énormes besoins de santé publique actuels et à venir, avec une politique d'embauche massive, de réouverture de lits partout, et d'hôpitaux de proximité, la levée des brevets. Le gouvernement en mettant sur les rails un "*train de la relance*" : qui s'arrêtera dans 12 villes de France, a pour objectif de donner encore 70 milliards d'euros de plus pour les entreprises, particulièrement les multinationales, dans un seul objectif : restructurer, flexibiliser, baisser les salaires, préserver et augmenter leurs profits.

L'enseignement est aussi dans le collimateur du capital pour l'adapter à ses exigences, l'expérimentation à Marseille dans 50 écoles à la rentrée prochaine de directeurs managers, libres de leurs recrutements, de projets pédagogiques avec des intervenants extérieurs et détenant une position hiérarchique renforcée sur leurs collègues professeurs des écoles est un maillon dans leur perspective de la privatisation de l'enseignement. En France 10 départements ont déjà 30 à 50% d'élèves dans le privé. 1,3 % des communes en France ne possèdent pas d'écoles publiques

Depuis son élection, Macron a baissé les aides directes de l'Etat de 40 euros par an et par étudiant, en moyenne, alors que le coût de la vie, lui, a augmenté de 10 % sur la même période. 41,2 millions d'euros d'aides directes aux étudiants (APL, bourses, etc.) supprimés.

L'Etat s'est contenté de jeter des miettes : quelques séances de psychothérapie, des repas du CROUS à un euro et c'est tout, comparées aux dizaines de milliards d'euros de subventions dont bénéficie les multinationales.

Le coût des logements pèse lourdement sur le budget des étudiants : il représente plus de 60 % de leurs dépenses.

Le nombre insuffisant de logements disponibles dans les cités universitaires, contraints les étudiants de se loger dans le privé, plus cher. Même pas 17 000 logements du CROUS ont été construits ces quatre dernières années, alors que l'enseignement supérieur accueille près de 100 000 étudiants supplémentaires depuis 2017.

Au terme d'un quinquennat bousculé par la crise sanitaire, avec des réformes empêchées, comme celle des retraites, d'EDF... Emmanuel Macron veut voir dans la crise une opportunité, un « *moment de bascule* », pour « *prolonger et amplifier* » ce qui a été fait, depuis le début du quinquennat. Il annonce la couleur.

Un arsenal répressif encore renforcé

L'objectif était d'augmenter de 10 000 membres l'effectif de la police au cours de son mandat, Emmanuel Macron renchérit et veut « *plus de bleu sur le terrain* ». Il s'agit donc désormais de doubler le nombre de policiers et de gendarmes sur le terrain en 10 ans, avec de nouvelles caméra-piétons (30 000 déployées). Emmanuel Macron a aussi annoncé la création d'une réserve opérationnelle de la police dotée de 30 000 réservistes, ainsi que l'accueil de 20 000 personnes supplémentaires pour la réserve de la gendarmerie nationale. La présence policière, le harcèlement quotidien et les violences policières qui vont avec dans les quartiers populaires, seront donc à nouveau renforcés. La tonalité du discours ne peut d'ailleurs pas nous tromper, sous couvert de sécurité « *contre les barbares et faits divers sordides* ». Les nouvelles lois nous dotent de leviers juridiques nouveaux pour agir contre toutes les formes de radicalisation. En fait c'est le mouvement social qui est visé, la délinquance est en recul (les vols sans violence contre les personnes (-24%), cambriolages de logements (-20%), vols violents sans armes (-19%), vols d'accessoires sur véhicules (-18%), vols dans les véhicules (-17%), vols de véhicules (-13%), destructions et dégradations volontaires (-13%), vols avec armes (-8%)...).

Dans cette perspective, Emmanuel Maron a donc annoncé la création d'un « *centre de formation sur le maintien de l'ordre* » qui permettra selon ses dires « *de constituer un vivier pour créer de nouvelles compagnies de CRS et escadrons de gendarmerie mobile pour répondre aux besoins* ».

Ainsi ce sont donc 1,5 milliard d'euros qui vont être ajoutés au budget du ministère de l'intérieur. Dans le même temps les soignants sont la cible d'une offensive autoritaire d'ampleur, avec depuis mercredi la mise en place du pass sanitaire à l'hôpital. Plus largement, le manque de moyens dans les services publics, les hôpitaux et les

écoles, a explosé aux yeux de tous depuis le début de la crise sanitaire mais la police elle, ne cesse d'être grassement financée pour actualiser ses capacités de répression et l'autoritarisme.

Les annonces faites mardi visent à planter le décor de la « *loi de programmation de sécurité intérieure* » qui sera présenté début 2022 par le ministère de l'intérieur et dont l'objectif est de « *penser la police et la gendarmerie de 2030* », afin de faire face aux nouvelles menaces». Pour la justice : « *En 2022, nous aurons un budget de près de 9 milliards d'euros soit depuis mon arrivée une hausse de 1,3 milliard*», a aussi déclaré le ministre de la justice, en 2020, le budget était de 7,5 milliards d'euros, en hausse de 4% par rapport à 2019. Le pouvoir se dote de capacités de répression pour réprimer les mouvements sociaux, les manifestations. Il craint pardessus tout la lutte du peuple et le capital est déterminé à faire passer sa politique. Continuons le combat pour empêcher ces nouvelles lois, défendre les libertés et l'abrogation de toutes les lois qui y portent atteintes.

Cela n'étouffe pas la colère contre toute cette politique au service du capital.

Les milliardaires français sortent de la crise du Covid avec une augmentation de 40 % de leur fortune. En août, le CAC 40 a atteint son plus haut niveau depuis 21 ans et les entreprises cotées ont explosé leurs bénéfices avec 57 milliards, rien que pour le premier semestre 2021. Aujourd'hui, les cours boursiers et les fortunes des milliardaires crèvent les plafonds. Les profits des grands groupes devraient exploser en 2021. Les perspectives économiques - c'est le gouvernement et le Medef qui le disent : *sont excellentes pour l'ensemble du patronat*, elles le sont parce que le monde du travail n'a jamais été autant pressuré.

C'est en augmentant les rythmes et le temps de travail, en accentuant la précarité, en fermant des usines entières et en bloquant les salaires, que le capital accumule des sommes exorbitantes. Cet enrichissement se fait au prix d'une exploitation de plus en plus dure, au prix d'une lutte de classe acharnée, au prix de la montée du chômage et de la misère. 50% des salariés gagnent moins de 1,5 smic. Il n'y a pas eu de vacances pour les luttes, les manifestations, celles du samedi, hétéroclites dans leur composition dénoncent les lois liberticides, elles expriment la colère et le rejet de Macron.

Depuis le 6 septembre, 95 % des chauffeurs de Transdev des dépôts de Seine-et-Marne font grève. Des journées de travail payées 5h30, pauses quasi inexistantes, semaines de 45 heures avec un contrat de 35 et le nombre d'heures ne cesse de s'allonger, avec 300 € à 500 € de salaire en moins. C'est le résultat de l'ouverture à la concurrence francilienne. Les sages femmes seront en grève illimitée.

À Lyon, les agents municipaux luttent contre l'application de la loi de transformation de la fonction publique votée en 2019, qui doit être mise en œuvre au plus tard au 1^{er} janvier 2022. Mesure phare du programme d'Emmanuel Macron, celle-ci vise à diminuer le nombre de fonctionnaires territoriaux en augmentant leur temps de travail. La majorité écologiste de Lyon a décidé de modifier les modalités de leur droit de grève... les agents perdront désormais automatiquement un jour complet de salaire quel que soit le temps de grève effectué dans cette journée. Laurent Bosetti, membre de France Insoumise et adjoint à la « *promotion des services publics* » entend « *bien réduire les effets de la grève* ».

A Paris, les syndicats réunis dans une intersyndicale s'opposent aussi à la réforme.

Depuis le mois d'août, les actions de protestation contre le contrôle du passe sanitaire à l'entrée des bibliothèques municipales se multiplient à Toulouse, Brest, Lyon, La Rochelle, Grenoble... Une journée nationale se prépare pour réclamer un accès sans passe sanitaire aux bibliothèques municipales ; celles des universités n'y sont pas soumises.

Un service public doit être libre et ouvert à tous.tes, sans discrimination » explique les « *Bibliothécaires de Grenoble en lutte* », ne pas exclure une partie de la population des bibliothèques qui en plus d'être des lieux d'accès au savoir sont aussi des espaces dans lesquels des publics populaires viennent rédiger un CV ou utiliser un ordinateur pour des démarches administratives. Des agents menacés de sanction par Éric Piolle, le maire candidat à la primaire écologiste. « *La décision du passe sanitaire est gouvernementale, mais celle de sanctionner les agents est une décision municipale*.

Le 11 septembre 2021 : les travailleurs du Casino Sainte-Anne Marseille avec la CGT sont actuellement mobilisés contre le projet d'automatisation et l'ouverture des établissements 7jsur7 24sur24h.

Tout est en place pour faire trimer les travailleurs comme jamais et autant de raisons pour les salariés d'exprimer leur colère! Comme chez Renault Trucks, groupe Volvo, qui vient de distribuer, au mois de juillet, 2 milliards d'euro aux actionnaires (850% d'augmentation de dividendes), pour les salariés: rien. La direction de la multinationale dicte sa loi en imposant 30mn de travail de plus par jour, le travail le samedi et dimanche et prévoit du chômage partiel cette semaine...Des actions ont lieu depuis le 1^{er} septembre pour les salaires et les conditions de travail.

Le 14 septembre manifestation dans la santé, le 23 septembre les enseignants, les aides à domicile, le 1^{er} les retraités, le 5 octobre

La journée de mobilisation interprofessionnelle du 5 octobre, appelée par la CGT, FO, FSU et Solidaires, est un objectif dont il faut se saisir dans la perspective d'inverser le rapport de force avec le gouvernement et le patronat.

Sans attendre la présidentielle, les travailleurs doivent se battre pour défendre leurs intérêts. Les salariés doivent être unis et offensifs sur leurs intérêts essentiels : leur emploi, leur salaire, leurs conditions de travail, leur retraite, comme leurs droits aux allocations chômage. Tous ont le même ennemi : le capital

Le système capitaliste a un besoin impérieux de modeler la société tout entière à ses besoins, de restructuration et de concentration du capital pour s'inscrire dans la concurrence mondiale acharnée que se livrent les monopoles pour conquérir des marchés, s'appropriier les sources de richesses et tout particulièrement énergétiques, contrôler les voies de communications matérielles et immatérielles et la force de travail source des profits et de l'accumulation du capital.

Une concurrence exacerbée au sein de l'impérialisme

L'enveloppe budgétaire allouée à la défense en 2022 sera de nouveau en hausse pour atteindre près de 41 milliards d'euros, a assuré le 13 septembre la ministre des Armées, Florence Parly, contre 39,2 milliards d'euros en 2021. *"Depuis 2017, ce sont 26 milliards d'euros de plus qui auront été investis dans notre défense et nos armées. C'est considérable. C'est même historique. Et c'était nécessaire"*, a-t-elle souligné

Des hausses plus importantes (+3 milliards par an) sont prévues à partir de 2023,

La ministre a par ailleurs insisté sur l'importance de *"continuer à bâtir les armées du futur, en transformant et en adaptant notre ministère aux enjeux de demain"*. Comme *la maîtrise des fonds marins*, ou *la lutte informationnelle*, Les puissances impérialistes se mènent une lutte sans merci pour le contrôle des territoires, des ressources naturelles, des voies de communication et de la force de travail.

La Grèce après avoir acheté 18 premiers Rafales pour disposer des moyens d'assurer sa supériorité aérienne en mer Egée vient d'annoncer l'achat de 6 Rafales supplémentaires, pour un montant de 2,5 milliards d'euros.

Une *« excellente nouvelle »* dit Parly, surtout pour les profits de l'avionneur Dassault, cela ne fait aucun doute. Mais pour la population grecque qui paiera la note c'est autant d'argent qui manquera pour la santé, l'éducation... ou l'achat d'avions de lutte contre les incendies. Kyriakos Mitsotakis a par ailleurs annoncé *"discuter d'une extension de cinq ans de l'accord de coopération de défense"* avec les Etats-Unis, au lieu de négociations annuelles telles que menées jusqu'ici, et *"une présence américaine plus importante dans notre pays"*, a ajouté le Premier ministre,

Fin mai, la Croatie a commandé de 12 avions rafales, Le Qatar (36 appareils), l'Egypte (24) et 30 en mai et l'Inde (36) ... L'histoire des sous marins australien montre une nouvelle fois que le centre des affrontements au sein de l'impérialisme se déplace vers la zone Asie-Pacifique. L'Afghanistan peut représenter un point de tension en direction du Pakistan, de l'Iran, de la Russie, de l'Inde et de la Chine dans le nouveau déploiement des forces tout particulièrement contre cette dernière.

Le conseiller à la sécurité du président James Carter (1977-1981), Zbigniew Brzezinski, dans une *Interview au Nouvel Observateur du 15-21 janvier 1998*

Question : *Vous ne regrettez pas non plus d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir donné des armes, des conseils à de futurs terroristes ?*

Réponse : *Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ?* On voit le cynisme et la violence de l'impérialisme prêt à tout pour sa domination des peuples et des richesses.

Pour sortir de cette situation il n'y a qu'une voie possible, en Afghanistan, comme au Proche et Moyen-Orient et comme partout dans le monde, celle de la lutte unie des peuples pour leur indépendance et leur souveraineté, c'est le combat convergent anti-impérialiste des peuples pour en finir avec l'exploitation capitaliste et la guerre. C'est le sens de notre combat internationaliste.

Nous contribuerons à la journée internationale de la paix et **aux marches du samedi 25 septembre pour l'élimination totale des armes nucléaires.**

Un seul objectif pour les partis politiques : 2022

Pour les partis politiques, il y a ceux au service du capital comme Macron, le LR ou le RN. D'autres comme la France Insoumise, le PCF, le PS, les Verts disent vouloir changer, une France heureuse, Fabien Roussel en rabateur de voix : *« Le problème d'une gauche à 20% et 5 candidatures, ce sont les 20%, pas les 5 candidature » a-t-il plaidé. « La question est que nous fassions-chacun pour que les 20% passent à 40% » « Toutes les voix que nous aurons s'ajouteront au total de la gauche » « Anne Hidalgo sait très bien qu'on ne touche pas les mêmes électorats, on n'est pas concurrents ». Raison pour laquelle « des discussions ont déjà commencé avec les forces de gauche pour les législatives qui ne sont pas la présidentielle ». Comme en marketing il parle de part de marché !*

La lutte des places ne met nullement en cause le capitalisme, tous s'en accommodent. Toutes les propositions sont entièrement compatibles avec le capitalisme, la course folle aux profits, la domination des multinationales.

Or, on ne peut pas changer de politique sans s'attaquer fondamentalement au capital.

Primaire écologiste, candidature d'Hidalgo, gesticulations de Zemmour et de Le Pen, course à l'échalote à droite... C'est parti pour huit mois de promesses et d'annonces démagogiques. Ce week-end nous en a donné un avant-goût. Augmentation de 10 % des salaires, Smic net à 1400 €, doublement des salaires des enseignants, nationalisation des autoroutes, privatisation de l'audiovisuel public, réindustrialisations ou planification écologique, avec des centaines de milliers d'emplois à la clé... qui dit mieux ?

Le Pen, Macron, Mélenchon, droite, vert, PS, PCF, veulent être le président(e) du changement, du redressement, du pouvoir d'achat ou de la sécurité... une fois élu, ils se transforment tous une fois élu en bon serviteur du capital. Entre 2012 et 2017, François Hollande a présidé un gouvernement « de gauche » qui a mené une politique entièrement subordonnée aux intérêts du capital : attaque contre les retraites, coupes budgétaires drastiques, subventions massives au grand patronat, première « loi Travail », guerre impérialiste au Sahel, etc.

Ce n'est pas ce qu'attendent les jeunes, les salariés, et la majorité de la population, qui n'en peut plus de ces attaques permanentes sur les conditions de vie et de travail pour le profit des multinationales.

En finir avec les licenciements, défendre et étendre les services publics, stopper la destruction de l'environnement, un vrai avenir pour la jeunesse.

Rien ne sera donné. Il faut aller arracher les augmentations, par les luttes, les grèves, les mobilisations. ...

Le capital est déterminé à faire passer une politique qui aggrave l'exploitation du peuple.

Un parti révolutionnaire nous l'avons :

Il nous faut un parti qui permette de résister, de lutter dans les quartiers populaires, en direction des travailleurs dans les entreprises, des jeunes dans les facs et lycées.... Il s'agit d'un véritable enjeu – non seulement pour organiser les jeunes et les salariés. Le capitalisme n'a rien d'autre à apporter à l'humanité et à la planète que, exploitation, pauvreté et guerres. Mettre à l'ordre du jour le socialisme une nécessité.

La prochaine période va continuer à être pleine de mécontentement, de colère. Depuis le mouvement des gilets jaunes, puis celui contre la casse des retraites ou celui contre les lois liberticides, les actions dans les entreprises et services publics et tous ces luttes n'ont pas pris de vacances ... Elles ne cessent de monter. Nourrissons idéologiquement le débat comme on l'a fait dans la lutte d'EDF, faisons partager notre perspective.

Il est important de pouvoir s'organiser efficacement de discuter et décider ensemble de notre activité qui doit être en priorité en direction des jeunes, des salariés, des luttes dans les entreprises, dans les quartiers, de mieux se structurer, développer notre parti en force pour avancer ; notre force politique doit émerger dans cette période.

La situation sociale et politique, "nous permet" d'avancer nos explications sur les responsabilités du capital, nos arguments et nos propositions, montrer qu'on peut faire une autre politique pour changer de société, que les moyens existent. Multiplions les rencontres avec ceux qui se battent et ceux qui sont à la recherche d'une solution. Nous avons une ambition de construire un parti révolutionnaire, ce parti, nous l'avons. Nous avons une activité régulière, des expressions actualisées. Une nécessité: nous faire connaître, multiplier les opportunités de rencontre surtout avec ceux qui se battent et qui sont à la recherche d'une solution. Voilà nos tâches. Un fonctionnement local permettant aux militants d'analyser ensemble la situation, d'organiser les activités. Les membres du CN ont un rôle déterminant dans cette bataille idéologique car toute notre activité doit se tourner vers notre renforcement. En nous réunissant pour établir des plans de travail, nous irons vers cet objectif que nous nous sommes donné à notre dernier congrès: le renforcement du parti révolutionnaire. On a fait des adhésions et on en fait encore, nous devons aller beaucoup plus loin.

Nous disposons de notre journal, de notre site, de l'Hebdo, les articles sont imprimables utilisons-les au mieux pour faire connaître notre analyse. Nous suivons de près la situation en France et dans le monde nos articles sont repris et partagé sur le net. Profitons de l'organisation des réunions avec nos sympathisants partout où nous sommes présents pour faire connaître nos analyses, nos propositions.

Pendant la pandémie–les réunions de cellules se sont tenues, les contacts avec les adhérents isolés ou dans l'incapacité de se déplacer ainsi qu'avec nos sympathisants ont été maintenus. Les réunions du BN et du CN, des collectifs ont gardé leur périodicité.

Pour mener la bataille il nous faut des moyens financiers à la hauteur de nos objectifs. Nous devons continuer à porter une attention particulière à ces questions.

C'est tout le système qu'il faut renverser, tant pour l'humanité que pour la planète. La question d'en finir avec le capitalisme est posée. Il ne tombera pas tout seul, aidons-le à le balayer. C'est la perspective que porte notre Parti Révolutionnaire Communistes et pour laquelle il lutte. C'est cette perspective qu'il faut continuer à expliquer.

Je vous invite à la discussion.